

# La lutte contre l'austérité marque des points en Europe

L'Europe est une belle idée mais hélas couvre de tristes mesures. La Grèce, qui connaît un drame humanitaire, est entrée en 2001 dans la zone euros avec la bénédiction de Bruxelles et la complicité active de Goldman Sachs qui a maquillé les comptes. Durant des années les banques étrangères ont prêté à tout va à la Grèce, se sont enrichies des intérêts perçus, et sous la férule de la droite et du parti socialiste grecs, ont favorisé le creusement des inégalités.

La situation empirant, les dirigeants européens, sans toucher aux bénéfices accumulés par les spéculateurs en Grèce et ailleurs, ont depuis 2010 infligé des mesures insoutenables à ce peuple jusqu'à mettre à genoux leur pays. La dette en cinq ans est passée de 109 à 176% du PIB, le chômage est à 27%, un tiers des grecs n'a pas de couverture sociale. **Trop c'est trop et la coalition de la gauche radicale a été élue pour que cela change. Quelle réponse apporte l'Europe ?**

## Un chantage intolérable

Au nouveau souffle les états européens répondent par le chantage. Qui a des dettes doit les payer dit Berlin. Mais quelles mesures exige-t-on des grecs riches qui placent leurs capitaux loin d'Athènes ?

L'Europe a besoin que la Grèce vive et redémarre. L'argent existe. La BCE est prête à avancer 1 100 milliards d'euros aux banques européennes. Elle prêtait d'ailleurs hier à la Grèce en échange de la privatisation des services publics. Mais depuis que Syriza a l'audace d'augmenter le SMIC, d'arrêter le bradage de ses biens et de rétablir l'électricité à des centaines de milliers de familles, on lui dit non.

Syriza veut relancer la Grèce en donnant du pouvoir d'achat aux plus démunis et en rendant au pays sa dignité. Ses mesures tournent le dos aux politiques qui jusqu'alors ont totalement échoué. **C'est cela l'avenir pour le continent européen.**

## La lucidité d'Athènes

Les dirigeants allemands ont la mémoire courte. Le renouveau de leur pays doit beaucoup à l'effacement de la dette qui leur avait été concédée voici soixante ans. Le redémarrage de l'emploi et le recul des inégalités excluent que des états s'épuisent à verser sans fin des intérêts à leurs créanciers du monde de la finance.



**Alexis Tsipras, le nouveau 1<sup>er</sup> ministre grec a rencontré Pierre Laurent lors de son voyage en France le 3 février dernier. Le secrétaire national du Parti communiste lui a fait part de « la solidarité totale des forces de gauche européennes ».**



Rassemblement de solidarité avec le peuple grec à Paris contre la décision de la BCE de refuser de négocier la dette grecque.

Alexis Tsipras dans un souci de compromis n'exige même pas l'effacement de la dette infligée à son pays mais sa restructuration et son étalement.

Toute la gauche européenne se doit de soutenir son choix. Il est choquant d'entendre le ministre socialiste Michel Sapin faire la leçon à Athènes et presser ses dirigeants de se plier aux injonctions de la chancelière allemande.

**Les Grecs défendent l'idée qu'on peut échapper à la dictature de la finance. La lucidité est de leur côté.**

## Une aspiration grandit

Si Syriza est isolé des gouvernements européens en raison des convergences entre la droite et les partis socialistes, il n'en est pas de même dans les opinions publiques.

Des partis, des syndicats, des représentants de la société civile, font entendre un discours proche de celui de nos amis athéniens. La priorité à l'austérité, que nous vantent les commissaires européens, les banquiers de Francfort mais aussi MM. Valls et Macron comme les ténors de l'UMP, passe de plus en plus mal.

Certes le paysage n'est pas tout réjouissant. Une droite populiste partout fait passer des messages de haine et de divisions. Mais le danger bien réel n'efface pas l'émergence d'aspirations progressistes.

Le mouvement syndical européen conteste plus vivement les choix de régression sociale du monde de la finance. Des mobilisations très fortes se sont développées en Belgique. En Allemagne des voix s'élèvent contre l'orthodoxie financière.

**Il est réjouissant, et c'est nouveau, que des mouvements qui ont la volonté de renouer avec une vraie gauche, rassemblent des foules considérables et obtiennent des résultats électoraux prometteurs.** Le Front de Gauche et le Parti communiste se félicitent qu'à Madrid et dans toutes les villes espagnoles, Podemos obtienne un tel succès. A Dublin, les forces progressistes n'ont jamais été aussi fortes. C'est un encouragement à aller de l'avant.



JOURNAL ÉDITÉ PAR LA SECTION DE NANTERRE DU PCF

Numéro 15 - février 2015

## Loi Macron : la droite et les patrons séduits !

Derrière le slogan « Pour la croissance et l'activité », le ministre de l'Économie du gouvernement Valls/Hollande défend une loi fourre-tout de près de 160 articles dérégulant le code du travail, cassant le service public du transport, vendant les aéroports et les barrages publics aux spéculateurs, élargissant le travail du dimanche...

### Barrages et aéroports bradés

La loi Macron envisage la vente de participations de l'État pour 5 à 10 milliards pour le désendetter. On voit mal en quoi cela relancera la croissance et l'activité. Dans la liste des entreprises publiques à liquider, le ministre évoque notamment les barrages hydrauliques et les aéroports de Nice et Lyon après celui de Toulouse. C'est donc une attaque en règle contre les services publics. Déjà, sous Sarkozy, les mêmes arguments avaient conduit à la privatisation du gaz et de l'électricité.

### Les pauvres prendront le car !

La loi prévoit aussi de libéraliser complètement le transport par autocar jusqu'à présent soumis à autorisation.



Emmanuel Macron déclare : « Les français sont trop pauvres pour prendre le train. » Quel cynisme ! A coup sûr, cette mesure accompagnera la volonté de la SNCF de supprimer encore des lignes ou des gares pas assez rentables. C'est une hérésie économique, sociale et environnementale.

### Des choix de société sont en jeu

La Loi Macron, nous savons qui va la soutenir ou la faire passer, de la droite au Parti socialiste en passant par le Medef. Des forces considérables - politiques, associatives, syndicales et citoyennes - n'en veulent pas et peuvent mettre en échec le gouvernement. La mobilisation a déjà permis de retirer certains aspects négatifs de cette loi.

**D'autres sujets de reculs sociaux figurent dans le projet de loi : suppression de la pénalisation du "délit d'entrave", la libéralisation des professions réglementées, la possibilité de vente à la découpe de logements publics, des modifications des règles de la justice prud'homale...**



Ces dessins ont été réalisés par Charb pour l'Humanité Dimanche quelques jours avant la tuerie du 7 janvier.

Grèce, Espagne...  
les peuples  
d'Europe se lèvent  
face à l'austérité

Page 4



**Hugo Pompougnac**  
animateur  
du PCF Nanterre

Les peuples ont commencé l'année 2015 en prenant la parole, et ils ne la rendront pas.

Ici, en France, nous étions des millions à manifester en hommage à l'équipe de Charlie-Hebdo, aux clients de l'Hyper-Cacher et aux policiers victimes du terrorisme, pour dire non à la barbarie mais également pour faire barrage aux amalgames, aux discriminations, aux divisions que certains ont tenté d'attiser.

Là bas, en Grèce, les citoyens et les salariés se sont exprimés, avec Syriza et Alexis Tsipras, pour en finir avec l'austérité et le chômage, pour relever les salaires, pour reprendre la main sur leur histoire. En Syrie, le peuple kurde a libéré Kobané et a mis un coup d'arrêt aux exactions de l'État Islamique tournées contre les femmes et contre les populations, aux sales trafics pétroliers, à la terreur politique. Les peuples ont pris la parole, et leurs exigences doivent s'imposer partout.

C'est tout le sens de la bataille que les communistes ont engagée contre la loi Macron, qui prétend nous imposer à tous le travail du dimanche, les bas salaires et le chômage. C'est le sens des solutions que nous proposons pour sortir de l'austérité gouvernementale et de la destruction des services publics.

C'est le sens, enfin, des candidatures de rassemblement que nous mettons au service des nanterriens pour l'élection départementale du 22 mars.

## Ensemble, on peut tout changer

- Je désire être informé(e) des initiatives du PCF
- Je choisis d'adhérer au PCF
- Je verse ..... EUROS (chèque à Association de financement du PCF)

Prénom / Nom : .....

Adresse : .....

Téléphone : .....

Courrier électronique : .....

A envoyer à l'adresse ci-contre ou à remettre à un militant communiste de votre connaissance.

nant-persp 0215

## sur la toile

- site des députés communistes et républicains : [www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr](http://www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr)
- site des sénateurs communistes républicains et citoyens : [www.groupe-crc.org](http://www.groupe-crc.org)
- site national du PCF : [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)
- site PCF Nanterre : [www.pcf-nanterre.fr](http://www.pcf-nanterre.fr)

## PCF Nanterre

56/58, rue Sadi-Carnot 92000 NANTERRE

Tél. 01 55 69 10 70 - [pcf.nanterre@gmail.com](mailto:pcf.nanterre@gmail.com)



## Elections départementales - 22 mars 2015

**FAISONS ENTENDRE NANTERRE DANS LE 92 !**

avec des **candidats anti-austérité**  
qui rassemblent **la gauche et les écologistes**





# Face à la droite départementale : faisons entendre Nanterre dans le 92 !



Hassan HMANI    Laureen GENTHON    Patrick JARRY    Nadine GARCIA

**Patrick JARRY**, maire de Nanterre et conseiller général  
**Laureen GENTHON**, secrétaire

**Remplaçants**

**Nadine GARCIA**, conseillère générale, syndicaliste  
**Hassan HMANI**, maire adjoint et directeur d'une association d'insertion

## Nadine Garcia passe le relais à Laureen Genthon

**Nadine Garcia, vous êtes conseillère générale sortante et aujourd'hui candidate remplaçante pour ce nouveau scrutin, pourquoi ?**

*J'ai été élue au Conseil général pour la première fois en 1998 et j'ai fait trois mandats. Je remercie les électeurs qui m'ont accordé leur confiance à chaque reprise et tous ceux qui se sont investis à mes côtés pendant toutes ces années. Mais il est indispensable de permettre un renouvellement des élus et pour cela il faut savoir passer le relais. C'est le choix que j'ai fait. Je suis particulièrement heureuse que mes camarades du Parti communiste aient proposé à une jeune femme déjà très engagée de prendre la suite.*



*Laureen a 30 ans, après avoir travaillé six ans comme secrétaire de direction, elle a décidé d'engager une reconversion professionnelle et elle termine à l'Université de Nanterre un Master 2 Action Publique-Action Sociale. Laureen peut être assurée de tout mon soutien. Mon engagement ne s'arrête pas pour autant, loin de là ! Que ce soit avec mes amis du Front de Gauche à Nanterre ou avec mes collègues dans le cadre de mes responsabilités syndicales.*

**Laureen Genthon, comment abordez-vous cette nouvelle responsabilité ?**

*D'abord je tiens à remercier celles et ceux qui m'ont apporté leur confiance pour porter cette candidature. J'ai toujours agi pour faire reculer les injustices dans mon activité professionnelle comme à l'université. Au Conseil départemental, je continuerai le combat qu'a mené Nadine au sein du groupe « Communiste et Citoyen » pour un département plus solidaire et pour qu'aux côtés de Patrick Jarry, la voix des nanterriens soit entendue et respectée.*

*Dans les Hauts-de-Seine, la droite et ses représentants locaux mènent une politique d'exclusion qui aggrave les inégalités. Pourtant, ce département dispose de moyens financiers considérables pour assumer pleinement ses compétences, particulièrement dans le secteur social, les collèges, le logement et l'emploi. A tous les niveaux (commune, département, Etat) il faut résister contre les politiques d'austérité mises en œuvre aujourd'hui qui ne font qu'aggraver la pauvreté et les difficultés pour le plus grand nombre. Vous pouvez compter sur ma détermination pour agir en ce sens.*

Le 22 mars prochain aura lieu le 1<sup>er</sup> tour des élections départementales. Celles-ci vont se tenir dans un moment de crise politique, économique, sociale et écologique. L'incertitude pour l'avenir n'a jamais été aussi grande. Nos droits sociaux et les services publics sont mis à l'index et nos quartiers sont stigmatisés. L'Etat supprime des ressources aux collectivités et fait des cadeaux fiscaux aux grands groupes privés. Nous sommes convaincus que d'autres choix sont possibles pour améliorer la vie de ceux qui souffrent le plus, des jeunes, des femmes, des personnes privées d'emploi et des retraités.

**L**e département des Hauts-de-Seine est le plus riche de France avec un budget de 1,9 milliards d'euros et en même temps c'est un département avec des inégalités criantes. Alors que ses moyens financiers pourraient réduire les inégalités, les choix de la majorité de droite les renforcent au contraire, en mettant en œuvre des politiques élitistes.

**Elus, nos candidats combattront ces choix et défendront résolument vos intérêts.**

**L'être humain doit être au cœur des préoccupations du département. Ensemble nous exigerons :**

- Le développement de l'emploi et le contrôle de l'utilisation des fonds publics pour que ceux-ci servent l'emploi et non la spéculation
- Un véritable accompagnement pour les allocataires du RSA et des formations adaptées en plus grand nombre
- La construction de logements sociaux dans toutes les villes des Hauts-de-Seine et l'aide du Conseil



Manuel DEVILLERS    Paule BALLUT    Samir ABDELOUAHED    Marie-Claude GAREL

**Samir ABDELOUAHED**

conseiller municipal de Nanterre, chauffeur VTC

**Paule BALLUT**

conseillère municipale de Suresnes

**Remplaçants**

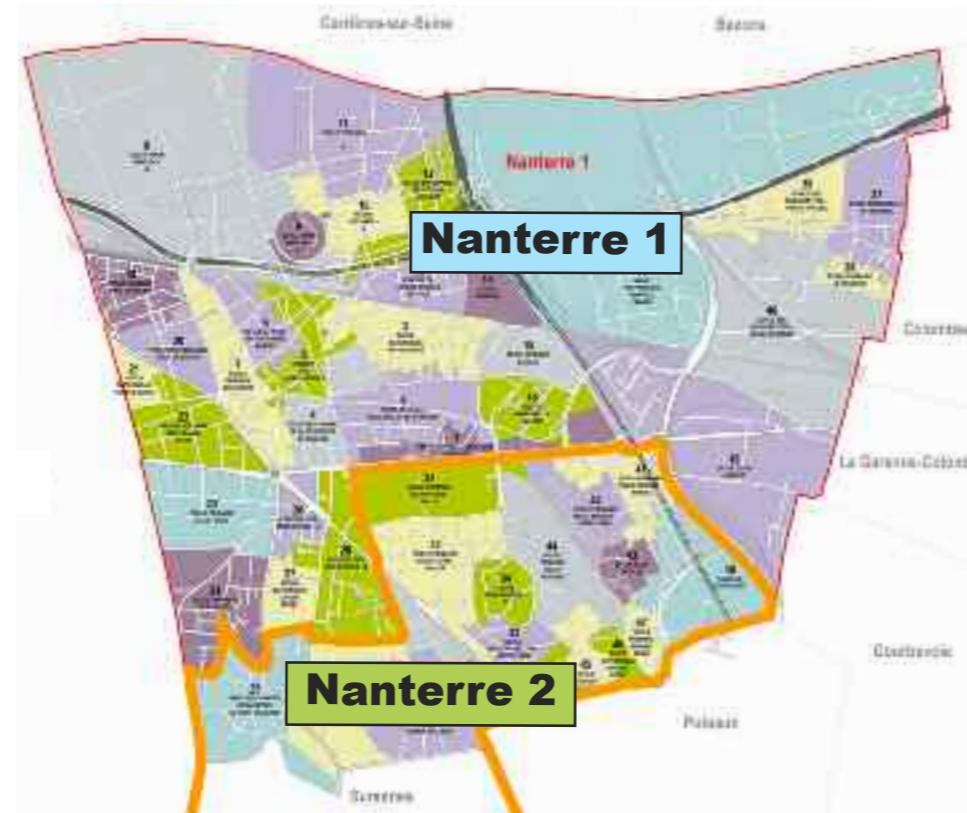
**Marie-Claude GAREL**

conseillère générale

Présidente de l'office HLM de Nanterre

**Manuel DEVILLERS**

journaliste, ancien élu de Nanterre



département à la construction de logements à Nanterre

- La carte améthyste pour les retraités, le financement à 50% de la carte Imagin'R pour les jeunes
- Des assistants sociaux plus nombreux avec des fonds d'aide d'urgence à la hauteur des besoins grandissants avec la crise
- Des moyens pour les clubs de prévention dans les quartiers
- Le soutien aux associations si utiles pour la solidarité et le vivre ensemble
- Améliorer l'accueil et la prise en charge des personnes handicapées
- Des pratiques démocratiques avec des conseils d'usagers dans les structures départementales
- Le maintien des PMI et la création de places en crèches.
- La suppression de la Fac privée "Pasqua" afin d'investir plus dans les collèges
- La création d'un « pass culture » pour les 16-25 ans et les personnes à faibles revenus
- Le rétablissement des bourses pour les collégiens et les lycéens...

**Vous pouvez contribuer au financement de la campagne « Faisons entendre Nanterre dans le 92 »**

**Canton Nanterre 1 :** chèque à l'ordre de "Alain Lucia, mandataire financier de Patrick Jarry et Laureen Genthon" à adresser 172, rue Raymond-Barbet 92000 Nanterre.

**Canton Nanterre 2 :** chèque à l'ordre de "Ghislaine Quilin, mandataire financier de Samir Abdelouahed et Paule Ballut" à adresser 11, rue des Grands Buissons 92000 Nanterre.

Un reçu vous sera adressé ouvrant droit à réduction d'impôts - 66% du montant de votre don - conformément à l'article L52-8 du code électoral.

**FAISONS ENTENDRE  
NANTERRE DANS LE 92 !**



## Elections départementales, mode d'emploi

**L**es élections cantonales deviennent les élections départementales. Vous élirez les 22 et 29 mars vos représentants au conseil départemental (ex-général) pour 6 ans. La réforme du mode de scrutin a vu la division par deux du nombre de cantons. Mais, dans chaque canton, vous élirez désormais deux conseillers départementaux. Les candidats se présenteront à vos suffrages sous forme de binômes paritaires homme/femme, ils disposeront chacun d'un et d'une remplaçant(e), il y aura donc 4 noms sur les bulletins de vote : 2 titulaires et 2 remplaçants.

**N**anterre passe de 3 à 2 cantons : « Nanterre 1 » regroupe la plus grande partie de la ville du Vieux-Pont au Petit-Nanterre en passant par le Chemin-de-l'Ile, le Centre, Université et République. « Nanterre 2 » est essentiellement composé du Mt-Valérien, du Plateau et de la majeure partie du Parc auxquels s'ajoute la ville de Suresnes (voir plan ci-dessus).

**S**i vous n'êtes pas à Nanterre le 22 mars, pensez à faire une procuration. Il suffit de se présenter au commissariat muni d'une pièce d'identité avec le nom, la date de naissance et l'adresse de votre mandataire.